

RAPPORT DU REGISTRAIRE AU CONSEIL LE 30 MAI 2019

INTRODUCTION

J'ai le plaisir de présenter mon rapport trimestriel au conseil. Il s'articule autour des trois priorités stratégiques actuelles de l'Ordre, fournit des informations sur les engagements pris à la suite de la réunion du conseil de février 2019 et offre un aperçu des statistiques relatives à nos activités depuis le début de l'année civile.

Mon rapport débute avec une mise à jour sur des recommandations en matière de modifications législatives ainsi que sur d'autres questions de fonctionnement opérationnel.

Modifications à la *Loi sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*

- Le projet de loi 48, la *Loi pour des écoles sûres et axées sur le soutien*, a reçu la sanction royale le 3 avril 2019.

Le projet de loi prévoit une définition élargie du terme «mauvais traitements d'ordre sexuel» et la révocation obligatoire de l'autorisation d'enseigner pour tout acte de mauvais traitements d'ordre sexuel. Il est prévu d'adopter un règlement pour définir d'autres actes de mauvais traitements d'ordre sexuel. Ces dispositions entrent en vigueur immédiatement.

Le projet de loi prévoit également un examen d'entrée dans la profession en mathématiques.

Il autorise la mise en œuvre de certaines des recommandations approuvées par le conseil de l'Ordre à sa réunion du 28 février et du 1^{er} mars 2019. D'autres nécessiteront des modifications législatives supplémentaires, comme la recommandation d'un processus pouvant comprendre l'élection ou la sélection (ou les deux) de membres du conseil et la capacité de nommer des personnes non membres du conseil pour siéger aux comités prévus par la loi et comités réglementaires, de même qu'au comité des normes d'exercice de la profession et d'éducation. Le Ministère envisage actuellement la possibilité d'intégrer cette mesure législative supplémentaire.

Les articles du projet de loi relatifs aux mathématiques et à la régie de l'Ordre entreront en vigueur à une date ultérieure qui sera fixée par le gouvernement.

- Le projet de loi 31, la *Loi de 2018 pour un plan axé sur le mieux-être et l'avenir (mesures budgétaires)*, qui a reçu la sanction royale le 8 mai 2018, modifie également la *Loi sur l'Ordre*.

L'Ordre continue de travailler avec le ministère de l'Éducation sur le financement des dispositions en matière de counseling et de thérapie introduites dans la *Loi sur l'Ordre* par le projet de loi 31. Ces dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Dans l'attente du cadre réglementaire du gouvernement, nous avons commencé une analyse du contexte des pratiques des organismes de réglementation des professions de la

santé de l'Ontario afin d'éclairer notre travail, car leurs lois respectives présentent des dispositions semblables.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'ORDRE

1. Renforcer la reddition de comptes et la transparence

[Les frais associés aux résultats visés pour la présente priorité sont imputés aux centres de coûts des services de communication et des relations extérieures.]

- Le cyberbulletin d'avril de l'Ordre à l'intention des parents et du grand public (*La Norme*), qui comprend des articles sur la régie de l'Ordre, notre recommandation professionnelle *Favoriser la santé mentale des élèves* et notre intervention dans une affaire récente devant la Cour suprême, a suscité l'intérêt des lecteurs. Au total, 37 % des lecteurs francophones et 23,5 % des lecteurs anglophones ont ouvert le cyberbulletin, des résultats supérieurs aux normes établies dans l'industrie.
- L'article «Favoriser la santé mentale des élèves» a été apprécié des lecteurs du numéro de mars de *Professionally Speaking*. Il s'est hissé au sommet de la liste des articles dans l'analyse de l'engagement des lecteurs de la version en ligne de notre publication, suivi de la chronique «Applis à l'étude» et des résumés des décisions disciplinaires. Quant aux lecteurs de la version française de notre revue, *Pour parler profession*, ils se sont surtout intéressés, dans l'ordre, à la chronique «Applis à l'étude», au sondage et à l'article sur la recommandation professionnelle.
- Nous utilisons un logiciel pour intégrer des indicateurs de performance du site web en mesurant l'actualité et l'exactitude du contenu, de même que la conformité à la *Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO). En faisant le suivi des temps de réponse aux demandes de renseignements du service à la clientèle, par exemple, nous savons que nous répondons à la plupart des demandes soumises par les médias sociaux dans les 12 heures.
- Le langage clair et simple aide à susciter l'intérêt de nos lecteurs en rendant accessible l'information importante au sujet de l'Ordre. Par exemple, le numéro de mars de la revue *Pour parler profession* a adopté une approche plus simple et moins théorique pour fournir de l'information à nos membres sur les possibilités de perfectionnement professionnel grâce à notre supplément annuel sur les qualifications additionnelles (QA). *La Norme* continue d'utiliser un langage direct et simple pour aborder des sujets qui peuvent être complexes, comme des renseignements approfondis sur des affaires judiciaires, des règlements et des projets de loi. Le numéro d'avril contenait également un article sur le site web actualisé de l'Ordre, qui mise maintenant sur une navigation améliorée et un contenu succinct facile à lire. La révision continue du site web poursuit le même objectif. Nous travaillons actuellement à actualiser la section Membres, puis nous mettrons à jour les sections Réseau et Entrer dans la profession. Nous utilisons également un langage clair et simple dans nos publications sur les médias sociaux, en répondant aux questions et dans nos messages en direct sur Twitter, comme lors du récent lancement de notre recommandation professionnelle.
- En mai, nous avons mis à jour des dépliants expliquant comment utiliser les services de la nouvelle base de données de la bibliothèque de l'Ordre, comment accéder à notre

tableau public pour trouver les qualifications d'une enseignante ou d'un enseignant, comment l'Ordre soutient et protège les élèves et le rôle des différents intervenants en éducation en Ontario. Toutes ces brochures sont disponibles sur le site web de l'Ordre.

- L'Ordre continue de faire la promotion de son rôle en matière de réglementation de l'enseignement auprès des parents par l'entremise du bulletin d'information mensuel de *Parents Engaged in Education*.
- Les rédacteurs des décisions et les greffiers des tribunaux travaillent en étroite collaboration avec les membres du comité pour exposer les motifs des sous-comités dans les affaires contestées et non contestées. Les gabarits relatifs aux audiences sont régulièrement révisés en réponse à divers changements législatifs, y compris les récentes modifications apportées à la *Loi sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*, qui ont trait aux dispositions sur les sanctions obligatoires qui s'appliquent lorsqu'un cas de mauvais traitements d'ordre sexuel a été établi. Les récentes révisions apportées à la présentation des décisions permettent de les rédiger d'une manière claire et facile à comprendre par le public, et conforme à la LAPHO.

Le travail que les rédacteurs des décisions et les greffiers des tribunaux effectuent avant, pendant et après l'audience libère les membres des sous-comités qui peuvent davantage se concentrer sur leurs responsabilités décisionnelles. Le travail du personnel des tribunaux permet également de s'assurer que les objectifs de rédaction des décisions sont atteints en ce qui a trait au respect des échéanciers. La décision et les motifs dans les affaires non contestées sont généralement publiés dans les deux semaines suivant la fin de l'audience. Dans les affaires contestées, tout est mis en œuvre pour rendre une décision et les motifs dans les quatre mois suivant la fin de l'audience, selon la longueur et la complexité de l'affaire.

- En mars 2018, l'Ordre a reçu un avis de demande de révision judiciaire d'une décision disciplinaire rendue dans *DeSantis, 2014*. La décision comprenait une réprimande et ordonnait au membre de suivre des cours. Le membre a demandé l'annulation de la décision du comité. En outre, cette personne a demandé que le fait de la réprimande soit retiré du tableau public de l'Ordre. L'Ordre tient un tableau public des mentions relatives aux réprimandes lorsqu'elles sont ordonnées en conjonction avec des conditions ou des restrictions telles que des cours, ou en conjonction avec une autre sanction (suspension ou révocation).

En février 2019, l'Ordre a obtenu gain de cause puisque la Cour divisionnaire a rejeté la demande de révision judiciaire. Dans sa décision, la Cour a conclu que le libellé de la Loi et des règlements administratifs est «clair et sans ambiguïté» et que «bien que le [...] cours ait pu être réparateur, il ne fait aucun doute qu'il a été imposé dans le cadre de la sanction pour sa faute professionnelle». La Cour divisionnaire a conclu que «le raisonnement de la décision du registraire était facilement compréhensible» et se situait dans la fourchette des conclusions raisonnables. L'avocat du membre demande l'autorisation d'en appeler de la décision de la Cour divisionnaire. C'est pourquoi nous ferons le point à ce sujet le moment venu.

- Le personnel continue de finaliser l'harmonisation des processus et des ressources d'agrément bilingues et rationalisés pour les évaluations d'agrément de langue française qui auront lieu à compter de 2019. Les ressources traduites sont actuellement utilisées

dans le cadre du renouvellement de l'agrément des programmes de formation à l'enseignement de l'Université Laurentienne et continueront d'être améliorées en vue du prochain renouvellement des programmes de l'Université d'Ottawa.

- Le personnel continue de maintenir la transparence et de promouvoir un dialogue ouvert avec l'Ontario Association of Deans of Education pour surveiller l'incidence des changements apportés par le gouvernement aux exigences d'entrée dans la profession qui sont applicables au personnel enseignant de l'Ontario en ce qui concerne les mathématiques. Afin de continuer à renforcer les capacités et à améliorer la compréhension de l'Ordre en réponse à la rétroaction du milieu concernant l'examen en mathématique pour entrer dans la profession, le personnel assistera au prochain congrès annuel de l'Association ontarienne pour l'enseignement des mathématiques.
- Les réunions des parties prenantes constituent un élément essentiel du cycle des évaluations d'agrément. Le personnel travaille de six à douze mois avec les fournisseurs de programmes de formation initiale à l'enseignement en vue de la présentation de leur demande de renouvellement d'agrément, dans le cadre du processus d'examen par un sous-comité d'agrément et de la prise de décision du comité d'agrément. En ce qui concerne les principaux indicateurs de rendement de l'Unité d'agrément, le personnel a élaboré un système de suivi pour commencer à consigner et à quantifier ce «travail relationnel» à l'appui des activités d'agrément. Depuis la dernière réunion du conseil, le personnel a animé des réunions préliminaires pour préparer le renouvellement de l'agrément dans trois facultés, soit à l'Université Brock, à l'Université d'Ottawa et à l'Université Lakehead University.
- Conformément à une priorité stratégique visant à accroître l'efficacité de la réglementation afin d'améliorer et de rationaliser le processus d'agrément, le personnel a animé un nombre croissant de vidéoconférences et de téléconférences avec les facultés pour discuter des besoins du secteur et de sujets d'intérêt liés à l'agrément. Ces rencontres technologiques ont eu lieu entre le personnel de l'Ordre et les membres des facultés de l'Université Lakehead, de l'Université Western, de l'Université Queen's, de l'Université York, de l'Université Brock et de l'Université Laurentienne.
- Le personnel a animé une équipe de rédaction pour la révision des lignes directrices du cours menant à la QA Enseignement aux élèves ayant une cécité ou une vue basse.
- Trois séances d'orientation sur les QA ont répondu aux questions des pédagogues qui appuient le processus d'agrément. Ces séances permettent d'avoir une compréhension et une perspective communes lors de l'accréditation des cours menant à une QA.
- Comme de coutume à l'Ordre, chaque politique pertinente au travail du conseil et de ses membres est examinée une fois au cours de chaque mandat de trois ans. L'examen est entrepris par le comité exécutif, et toute mise à jour suggérée est recommandée au conseil par ce comité. Un plan de travail pour compléter cet examen a été conçu et transmis au comité exécutif.

2. Gérer les risques plus stratégiquement

[Les frais associés aux résultats visés pour la présente priorité seront imputés aux centres de coûts des services de communication, des relations extérieures et de la technologie de l'information.]

- L'Ordre exige que les établissements lui envoient directement les relevés de notes officiels des postulants. Cette exigence garantit que les documents sont authentiques et que l'on peut s'y fier pour évaluer les titres de compétences du postulant.

À l'heure actuelle, les relevés de notes de l'Ontario sont envoyés électroniquement par le Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario (OUAC). De plus, nous avons conclu un protocole d'entente avec World Education Services (WES) pour permettre à l'Ordre d'accéder électroniquement aux relevés de notes des postulants en sa possession. L'Ordre a aussi conclu une entente avec les autorités canadiennes en matière de formation à l'enseignement pour accepter les copies certifiées conformes des relevés de notes envoyés directement par les établissements au nom des postulants selon les accords de la mobilité de la main-d'œuvre.

Les postulants qui ne sont pas admissibles à la transmission électronique pour le OUAC, ou qui n'ont pas de dossier au WES ou à d'autres autorités canadiennes en formation à l'enseignement, doivent prendre les dispositions nécessaires pour que les établissements envoient directement les documents imprimés à l'Ordre.

Dans le cadre de son engagement pour l'amélioration continue, l'Ordre reçoit par voie électronique les relevés de notes en possession de National Student Clearinghouse, Parchment et MyeQuals. Ces trois organismes disposent de mécanismes sécurisés pour la transmission électronique de documents et de données au nom des établissements postsecondaires au Canada, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en Australie. Ce faisant, l'Ordre améliore l'efficacité du processus de demande pour un groupe supplémentaire de postulants et réaffirme son engagement à réduire sa dépendance au papier. À l'heure actuelle, les relevés de notes électroniques de chaque postulant nous parviennent individuellement par courriel sécurisé. Pour une plus grande efficacité, l'Ordre examine les accords proposés par National Student Clearinghouse et Parchment. Par l'entremise de leur service de transmission électronique, nous pourrions recevoir en vrac les relevés de notes des postulants de tous les établissements plutôt qu'au moyen de courriels individuels.

- L'Ordre a organisé plusieurs activités de lancement afin de sensibiliser les membres à la recommandation professionnelle *Favoriser la santé mentale des élèves* et de les encourager à la consulter. Les événements comprenaient une vue d'ensemble de la recommandation, une allocution de la D^e Amy Cheung, psychiatre et chercheuse au Sunnybrook Health Sciences Centre, ainsi qu'un débat d'experts auquel ont participé des représentants de conseils scolaires et des dirigeants en santé mentale, des élèves, et des spécialistes en santé mentale communautaire.

Les séances se sont déroulées dans les villes suivantes :

Date	Ville
Le 19 mars	Toronto (avec interprétation simultanée)
Le 26 mars	Ottawa (avec interprétation simultanée)
Le 27 mars	Kingston
Le 2 avril	Hamilton
Le 4 avril	Windsor
Le 11 avril	Thunder Bay
Le 17 avril	Sudbury (avec interprétation simultanée)

- L'Ordre a gazouillé en direct les discussions menées depuis chaque ville et a attiré l'attention des médias dans presque toutes les communautés ainsi qu'à l'extérieur de la province. De plus, nous avons créé une version audio, une vidéo et un document infographique pour accentuer nos conseils. Nous continuons de faire la promotion de la recommandation sur les médias sociaux, notre site web et dans nos cyberbulletins *Des nouvelles de l'Ordre* et *La Norme*.
- L'éthique du personnel enseignant s'aligne sur les normes professionnelles qui exigent un engagement à l'égard de l'apprentissage la vie durant. La gestion du risque dans l'intérêt du public exige que nous tenions les enseignantes et enseignants agréés de l'Ontario au courant des possibilités d'acquérir des connaissances, des compétences et de l'expérience supplémentaires à mesure qu'ils progressent dans leur carrière. À cette fin, l'Ordre inclut un supplément annuel dans *Pour parler profession* afin de les y aider. Le numéro de mars comprenait un guide de 24 pages (intitulé «Inspirer l'apprentissage professionnel») qui portait sur les possibilités de perfectionnement professionnel pour nos membres. La section comprenait des articles sur l'innovation et les nouvelles QA, le leadership éthique en éducation, la recherche et l'apprentissage professionnel, appuyés par des listes de cours offerts par des fournisseurs de cours menant à une QA dans toute la province.

Par l'entremise du sondage paru dans notre revue, les membres ont indiqué les 10 services, ressources et produits qu'ils consultent le plus souvent, dont Trouver une QA, oeeo.ca, *Pour parler profession*, et les normes d'exercice et de déontologie de la profession enseignante. Nous avons créé en français et en anglais des versions électroniques de la revue et du supplément sur les QA, ce qui facilite l'accès à l'information et l'indexage par Google des articles sur la technologie, des critiques de livres, des outils de la profession et de l'analyse des applis. Ainsi, les membres peuvent aisément découvrir des renseignements en fonction de leurs champs d'intérêt.

- La mise à l'essai d'un processus de restructuration est en cours au sein de la Division des enquêtes et des audiences. On a assigné autrement ce portfolio en séparant les domaines Tribunaux et Conduite professionnelle. L'Unité des tribunaux est désormais responsable du processus d'audience et du travail des comités de discipline et d'aptitude professionnelle, tandis que le personnel chargé de la Conduite professionnelle concentre ses efforts sur les poursuites et le règlement des plaintes. La séparation des responsabilités renforce la surveillance interne du calendrier des poursuites de l'Ordre et ses processus connexes, renforce l'autonomie du processus

d'audience et accroît la capacité de faire rapport sur les résultats de manière plus efficace. Le personnel examine actuellement les diverses procédures afin de cerner les inefficiences.

- Étant donné que le comité d'enquête renvoie de plus en plus de cas à des audiences, on s'attend à ce qu'un grand nombre de dossiers soient ouverts en tout temps. Le nombre de cas dépend des avis des employeurs et des plaintes du public et il est impossible de formuler des prévisions exactes d'année en année. Par exemple, le taux de renvois a augmenté de 56 % au cours des 12 derniers mois. Les avocats de l'Ordre s'efforcent de faire avancer l'affaire tout au long du processus, du renvoi depuis le comité d'enquête jusqu'à la décision finale, dans un délai de 24 mois. Des facteurs comme des problèmes de santé quand un membre est incapable de participer à une audience, des difficultés à trouver des témoins, ou des affaires criminelles et des appels qui vont de l'avant, influent sur les dossiers qui restent ouverts au-delà de cette période.
- Le personnel a examiné les conditions d'agrément énoncées dans le règlement et les composantes du *Guide d'agrément à l'intention des fournisseurs* afin de déterminer les situations qui pourraient présenter un très haut risque à la sécurité et au bien-être des élèves (à savoir les élèves des classes de l'Ontario). Le personnel a organisé les divers éléments sur une échelle de Likert en quatre points allant d'«Aucun risque» (0) à «Risque élevé» (4). Dans le but d'orienter l'examen initial, on a posé la question suivante : *Dans quelle mesure la sécurité et le bien-être des élèves seraient-ils compromis si l'élément surligné était omis d'un programme de formation professionnelle?* Les détails de l'analyse seront partagés avec le comité d'agrément à la prochaine réunion et guideront peut-être le perfectionnement professionnel et le travail des sous-comités à venir.
- Dans le premier trimestre de 2019, nous avons facilité deux renouvellements de l'agrément des programmes de formation à l'enseignement, y compris une visite sur place d'une semaine à l'Université Brock (campus d'Hamilton et de Saint Catharines) et à l'Université Laurentienne (campus de Sudbury). On a formé un troisième sous-comité afin d'examiner l'ajout d'un accent sur le français langue seconde aux cycles primaire-moyen à un programme agréé existant. Le personnel a également facilité trois changements supplémentaires apportés au programme qui ont été examinés suivant le règlement par un sous-comité d'agrément composé de deux personnes.
- Le personnel a analysé les données d'un sondage réalisé auprès d'étudiantes et d'étudiants inscrits à des cours menant à une QA, dont Enseignement aux élèves ayant une cécité ou une vue basse, Jardin d'enfants et Programme menant à la qualification de directrice ou de directeur d'école (première et deuxième parties), ainsi que les réponses d'étudiants à leur expérience des cours menant à une QA. On a distribué le sondage à nos partenaires en éducation, dont les conseils scolaires, les écoles provinciales, les organisations représentant les directions d'école et les enseignants d'élèves ayant une cécité ou une vue basse. Chaque équipe de rédaction se penchera sur la rétroaction du sondage au printemps.
- Nous avons distribué le sondage aux étudiants du Programme menant à la qualification de directrice ou de directeur d'école (première et deuxième parties) qui suivent des cours auprès de nouveaux fournisseurs afin de recueillir une rétroaction liée à leur expérience du PQD.

- Le personnel a facilité l'élaboration des ressources de formation à l'enseignement fondées sur les normes en collaboration avec les membres de la profession, les concepteurs de cours menant à une QA et les facilitateurs de QA.
- L'Ordre a entrepris la mise à jour de sa recommandation professionnelle intitulée : *Faute professionnelle liée aux mauvais traitements d'ordre sexuel et à l'inconduite sexuelle*. Publiée en 2002, cette recommandation doit être mise à jour pour tenir compte des récentes modifications apportées à la législation définissant les termes «mauvais traitements d'ordre sexuel» et «inconduite sexuelle». À l'automne 2019, on présentera une ébauche de la nouvelle version d'abord au comité exécutif, puis au conseil afin de la publier en décembre 2019 et la distribuer aux membres de la profession et du public.
- Un groupe de travail sur la transition en matière de gouvernance a été créé sous la direction du registraire adjoint avec divers membres du personnel de l'Ordre. Il a pour mandat d'appuyer la prise de décisions du comité de gouvernance et du conseil dans la mise en œuvre des recommandations adoptées par le conseil.
- Nous avons affiché le rapport d'Harry Cayton sur le Collège des chirurgiens dentistes de la Colombie-Britannique, «*An Inquiry into the performance of the College of Dental Surgeons of British Columbia and the Health Professions Act*», sur [CouncilNet](#). Le rapport fournit une analyse des risques et de la perception du public, utile pour tous les organismes d'autoréglementation, alors que nous essayons nous-mêmes de cerner les risques et les stratégies pour les atténuer. Ce rapport comprend également plusieurs recommandations à l'intention de du College et du ministère de la Santé sur la gouvernance et la réglementation professionnelle en général.

3. Améliorer la participation des intervenants

[Les frais associés aux résultats visés pour la présente priorité sont imputés aux centres de coûts des produits de communications, des services de communication, des relations extérieures et de la technologie de l'information.]

- Dans le numéro de mars de *Pour parler profession*, deux articles démontrent l'importance de nos activités de liaison avec nos membres et nos intervenants, l'un sur l'examen externe de nos pratiques en matière de gouvernance et l'autre sur notre plus récente recommandation professionnelle. La recommandation était incluse sous forme de supplément afin que les 235 000 membres de l'Ordre en reçoivent un exemplaire et puissent la lire. Des recherches antérieures avaient indiqué que les membres n'avaient pas remarqué que des recommandations leur avaient déjà été distribuées par l'intermédiaire de la revue. Dans la section Autoréglementation du même numéro, un article fait mention du programme de counseling et de thérapie que l'Ordre devra gérer afin d'aider les victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel. Celui-ci débutera en janvier 2020.
- Dans le numéro d'avril de *La Norme*, on trouve un article sur les recommandations du conseil concernant les modifications à la structure de gouvernance de l'Ordre, notamment la composition du conseil et de ses comités. Nous avons communiqué par les médias sociaux, les bulletins trimestriels et notre site web [oeeo.ca](#) au sujet des changements à notre structure réglementaire, notre mandat et nos responsabilités.

Nous continuons de surveiller les conversations et les critiques, et répondons aux questions provenant des enseignants et autres constituants, le cas échéant.

- La bibliothèque Margaret-Wilson connaît une popularité de plus en plus grande comme ressource précieuse auprès des membres; elle exemplifie l'un des avantages de l'autoréglementation. Lancée en juin, la nouvelle page d'accueil de la bibliothèque permet aux membres d'accéder plus facilement en une seule ouverture de session à la section réservée aux membres, protégée par mot de passe, et à l'emprunt de la bibliothèque.
- Nous continuons de publier des nouvelles sur notre site web et de promouvoir des possibilités sur les médias sociaux visant à inviter nos partenaires en éducation, y compris les fournisseurs de cours menant à une QA et les parents et enseignants, à participer à des sondages informatifs, des consultations sur les QA, des équipes de rédaction et des initiatives d'élaboration des politiques.
- Nous avons récemment affiché «Webinaire pour les employeurs d'enseignantes et d'enseignants agréés de l'Ontario» (2019), une vidéo de 46 minutes qui montre de quelle façon la *Loi sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* touche les employeurs des enseignantes et enseignants agréés de l'Ontario et leurs obligations envers eux concernant les rapports.
- Nous continuons d'organiser les ordres du jour du réseau des communicateurs en réglementation. Nous menons aussi le processus collaboratif, souvent à titre de ressource pour d'autres organismes de réglementation. Le réseau se réunit trois à quatre fois par année pour discuter des dernières tendances de la communication en réglementation, partager les meilleures pratiques et résoudre des problèmes communs. En 2015, le réseau comptait 18 membres, provenant d'une demi-douzaine d'organismes. Au début d'avril, il regroupait 59 membres de 28 organismes différents.
- Des rencontres avec des représentants de la FEO et de ses filiales ainsi qu'avec des membres du personnel de l'Ontario Principals' Council ont eu lieu les 12 et 15 avril. Parmi les sujets abordés, mentionnons la résolution par l'engagement à l'Unité des plaintes; les coordonnées du membre qui donne sa démission ou prend sa retraite; l'alinéa 26 (2) c) de la *Loi sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario*; la durée du lien vers les décisions disciplinaires consignées au tableau public des membres; les modifications à la gouvernance à l'Ordre; les statistiques sur les dossiers liés au travail de la Division des enquêtes et des audiences.
- Les membres du comité d'agrément élus et nommés, les membres inscrits sur la liste des membres potentiels et les personnes nommées par un établissement qui siègent aux sous-comités d'agrément continuent d'agir comme ambassadeurs publics pour faire connaître le privilège et les avantages de l'autoréglementation. La rétroaction des sous-comités d'agrément souligne que cette occasion est l'une des plus puissantes formes de perfectionnement professionnel, grâce à l'acquisition de connaissances en matière de rigueur de l'agrément ainsi que d'assurance de la qualité du programme et d'amélioration continue.
- Le personnel a participé à des rencontres préliminaires à un établissement d'enseignement de langue française à propos des divers cheminements des diplômés

vers des programmes de formation professionnelle. Ce premier dialogue donne l'occasion d'inclure l'agrément et la certification dans le cadre des discussions à double mandat avec les fournisseurs et les intervenants.

- Le registraire siège toujours au nom de l'Ordre au comité de l'Ontario Public School Boards Association qui se penche sur le recrutement et la fidélisation des enseignants de français langue seconde. Cette tâche vise à appuyer les divers projets subventionnés pour remédier à cette pénurie au moyen d'information sur les conditions d'agrément et de certification.
- Dans le cadre de l'examen d'agrément des programmes de formation à l'enseignement de l'Université Lakehead, le personnel cherche à participer au projet pilote de traduction vers l'ojibwé des soumissions d'affiche publiques. Ces affiches annoncent aux étudiants, instructeurs, enseignants associés et autres membres intéressés de la communauté la possibilité de faire connaître leur opinion au sujet de la qualité des programmes de formation à l'enseignement. L'occasion de tendre la main aux intervenants autochtones est une étape qui sert à démontrer l'engagement de l'Ordre envers la valeur de l'inclusion et le respect de la diversité. Si la proposition est approuvée, le lancement aura lieu pendant l'Année internationale des langues autochtones, décrétée par les Nations Unies.
- Le personnel collabore toujours avec les autres organismes de réglementation des programmes de formation professionnelle. Des membres ont récemment assisté à l'assemblée générale annuelle de l'Association des agences d'agrément du Canada (AAAC). La participation à ce réseau national d'organismes d'agrément de formation professionnelle positionne l'Ordre au sein de la communauté qui évalue la qualité des programmes universitaires partout au Canada. L'AAAC fait progresser les connaissances, les compétences et les bonnes pratiques des organismes d'accréditation et communique la valeur de l'agrément comme moyen d'améliorer la qualité de l'éducation.
- Le personnel a participé à des réunions avec des pédagogues et des membres de la communauté des Six Nations afin d'appuyer l'élaboration des cours menant à la nouvelle QA Enseignement et leadership : cadre des Premières Nations, des Métis et des Inuits.
- Le personnel a rencontré par téléconférence des membres du personnel de la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa concernant le programme menant à la QA Enseigner aux élèves sourds ou malentendants et les lignes directrices des cours menant à la QA Enseignement aux élèves ayant une surdité.
- Des membres du personnel ont rencontré des pédagogues francophones responsables du programme Enseigner aux élèves sourds ou malentendants.
- Le personnel a rencontré des représentants de l'Institut national canadien des aveugles concernant les lignes directrices des cours menant à la QA Enseignement aux élèves ayant une cécité ou une vue basse.
- Le personnel a analysé la rétroaction importante recueillie concernant la première ébauche de la mise à jour des lignes directrices des cours menant à la QA Enseigner aux élèves sourds ou malentendants. La deuxième ébauche sortira en juin 2019.

- L'Ordre a récemment fourni de l'information au ministère de l'Éducation sur les modifications réglementaires proposées pour les cours menant à la QA Enseigner aux élèves sourds ou malentendants et Enseignement aux élèves ayant des besoins particuliers en communication (troubles du spectre autistique).
- Le personnel a fait une présentation à l'assemblée et conférence annuelle de l'American Educational Research Association sur les qualifications additionnelles ainsi qu'au congrès du printemps du Conseil pour l'éducation technologique en Ontario sur les qualifications en éducation technologique de l'annexe F.
- Des membres du personnel ont participé aux colloques en français suivants afin d'appuyer l'élaboration de politiques relatives aux QA et à l'agrément des programmes menant à une QA.
 - Colloque annuel et assemblée générale annuelle de l'Association des gestionnaires de l'éducation franco-ontarienne (AGÉFO)
 - Colloque REFAD 2019 (Le Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada)
- Le personnel a entamé un dialogue avec Chiefs of Ontario au sujet de la recherche liée aux concepts enchâssés au sein de la norme de déontologie portant sur l'empathie et des répercussions possibles pour les cours menant à une QA.
- L'Ordre continue de faire des présentations partout dans la province devant les membres inscrits au Programme menant à la qualification de directeur ou de directrice d'école (PQD) et au Programme menant à la qualification d'agente ou d'agent de supervision (PQAS). Les présentations renforcent le concept et l'importance de l'autoréglementation, y compris le devoir de l'Ordre de fonctionner dans l'intérêt du public et de fournir des études de cas interactives pour aider les candidats à comprendre les normes d'exercice, les normes de déontologie et le processus d'enquête et d'audience, et à y réfléchir. De mars à mai 2019, le personnel a fait 21 présentations à des membres inscrits au PQD et au PQAS.
- Les activités de l'Ordre continuent d'attirer l'attention, comme en fait foi le nombre de demandes d'information provenant d'outre-mer. Des délégations du monde entier continuent de s'enquérir de notre rôle en éducation en tant qu'organisme d'autoréglementation et de nos différentes responsabilités, notamment les exigences en matière de certification, les normes d'exercice et de déontologie, l'agrément des programmes de formation à l'enseignement et de perfectionnement professionnel, et le processus disciplinaire. Dernièrement, l'Ordre a accueilli des délégations de Chine, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et d'Australie.

Nous invitons les délégations à nous faire part de renseignements sur les objectifs de leur visite et leur axe de recherche. Les membres du conseil peuvent examiner, à la bibliothèque Margaret-Wilson, les renseignements fournis par les délégations.

- Nous avons tenu des kiosques d'information à différents événements populaires chez les parents et le grand public. Ces kiosques aident le public à mieux comprendre notre rôle et à avoir confiance que les enseignantes et enseignants agréés de l'Ontario sont qualifiés, qu'ils respectent des normes de déontologie et d'exercice, qu'ils participent à

diverses activités de perfectionnement professionnel continu et qu'ils sont responsables de leur pratique.

Date	Évènement	Ville
Le 23 mars	Journée familiale : Semaine de la francophonie	Toronto
Le 27 mars	Congrès des parents du Waterloo Region Assembly of Public School Councils	Waterloo
Le 30 mars	Congrès de Parents as Partners du Toronto District School Board	Toronto
Le 30 mars	Congrès des parents du Waterloo Region Assembly of Public School Councils	Elmira
Le 3 avril	Congrès des parents du Waterloo Region Assembly of Public School Councils	Cambridge
Le 5 avril	Congrès annuel de l'Ontario Federation of Home and School Associations	Hamilton
Les 6 et 7 avril	Salon : Baby Show	Toronto
Le 6 avril	Congrès annuel de l'Ontario Association of Parents in Catholic Education	Toronto
Les 13 et 14 avril	Salon : Parent and Child Expo	Ottawa
Le 13 avril	Congrès de Parents as Partners du Durham District School Board	Oshawa
Le 14 avril	Salon : Mama Expo	Windsor
Les 26, 27 et 28 avril	Salon : Baby & Toddler Show	Mississauga
Les 4 et 5 mai	Salon : Bump, Baby & Toddler Expo	Hamilton
Les 11 et 12 mai	Festival de la jeunesse	Ottawa
Les 24, 25 et 26 mai	Barrie Waterfront Festival	Barrie

- En raison de la participation de l'Ordre à ces évènements populaires chez les parents, le nombre d'abonnements au cyberbulletin gratuit *La Norme* est passé de 5 357 abonnés au 31 décembre 2014 à 29 201 au 1^{er} avril 2019.
- Afin de favoriser la participation des membres et l'utilisation de l'appli de l'Ordre, nous avons commencé à concevoir des prototypes pour une expérience mobile réinventée qui seront mis à l'essai dans des groupes de discussion avec les membres – cet été, avant le lancement.
- L'organisme Registraires de l'agrément du personnel enseignant Canada, avec l'appui du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), a obtenu du financement du fédéral pour la deuxième phase du projet sur les compétences linguistiques. Je préside toujours le projet, qui vise l'élaboration d'un outil pancanadien d'évaluation des compétences linguistiques propre à la profession enseignante pour la certification des pédagogues formés à l'étranger. On prévoit que les tests d'évaluation des compétences linguistiques pourront faire l'objet d'essais au début de 2020, en vue d'évaluer leur fiabilité et leur validité. Nous procéderons ensuite à l'élaboration d'un plan de mise en œuvre visant l'établissement de centres d'évaluation d'un bout à l'autre du Canada.

En outre, on s'intéresse à la possibilité d'utiliser ces tests en guise d'outil d'évaluation des compétences au sein des facultés d'éducation et d'autres fournisseurs de cours menant à une qualification en FLS. Je siège également au comité de recrutement et de fidélisation des enseignantes et enseignants de FLS de l'Ontario Public School Boards Association. Mon rôle est d'appuyer, au nom de l'Ordre, les projets de recrutement et de fidélisation d'enseignants de FLS financés par la province.

Toutes ces initiatives sont liées à une volonté de promouvoir la dualité linguistique au niveau fédéral, ainsi que de recruter et de fidéliser des enseignants de FLS et de minorités linguistiques. J'ai récemment pris part à une réunion de la Table nationale sur le FLS à Montréal, en vue de tisser des liens entre les différents groupes, de déterminer comment l'Ordre peut aider ces intervenants à pallier la pénurie d'enseignants dans ces domaines et de préciser le rôle de l'Ordre en matière de certification.

STATISTIQUES

Dotation en personnel

- Nous recrutons au fur et à mesure que l'un des 177,5 postes permanents approuvés par le conseil dans le budget de 2019 se libère. Les chiffres suivants font état du personnel permanent de l'Ordre, du personnel détaché par des conseils scolaires et du personnel temporaire, au 30 avril 2019 :

Postes prévus dans le budget de 2019	<u>177,5</u>
Personnel permanent	163
Personnel temporaire (congrés et postes vacants)	8
Personnel détaché par des conseils scolaires	3
Postes vacants (intérimaires)	3,5
	<u>177,5</u>

Services aux postulants et aux membres

- Les interactions de l'Unité du service à la clientèle et de l'Unité du service des dossiers (comptoir d'accueil) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 et 2017 sont représentées ci-dessous :

Transaction	Interactions du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2018	Interactions du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2017
Téléphone	56 883	51 359
Courriels	28 258	49 992

Transaction	Interactions du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018	Interactions du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017
Comptoir d'accueil	3 141	2 721
Rappels	6 357	4 161
Appels sortants (campagne)	1 787	5 257
TOTAL	96 426	113 490

Les campagnes des fédérations contre une augmentation potentielle de la cotisation annuelle en 2018 ont contribué à l'accroissement du nombre de courriels reçus en 2017.

Les rappels sont générés à l'interne par l'Unité des finances, l'Unité du service des dossiers et le Service d'évaluation, et traitent diverses questions se rapportant aux finances, aux dossiers et aux évaluations. Le Service à la clientèle reçoit ces rappels au moyen du logiciel de gestion de la relation client (GRC) et effectuent ensuite les appels sortants.

Les campagnes d'appels sortants aident les partenaires internes à recruter des membres pour les groupes de discussion et autres initiatives de sensibilisation de l'Ordre. Le Service à la clientèle utilise également cette méthode pour recueillir les renseignements personnels les plus à jour et les plus pertinents sur les membres pour les consigner à notre base de données. Il utilise un logiciel numéroteur – un composant de nos systèmes de gestion du centre d'appels – pour mener ces campagnes d'appels sortants.

En 2018, le nombre de visites au comptoir d'accueil a augmenté de 18 pour cent par rapport à 2017, surtout en mars et en août. Cette augmentation est attribuable aux postulantes et postulants de l'Ontario et de l'Inde qui sont venus présenter des documents originaux sur place (p. ex., vérification du casier judiciaire, diplôme, relevé de notes), ce qui correspond à la hausse de demandes d'inscription soulignée dans le rapport du registraire de février 2019.

	2018	2017
Postulants qui ont payé leur cotisation pour activer leur inscription	5 657	5 551
Membres qui ont payé leur propre cotisation dès l'obtention de l'autorisation d'enseigner	85 105	89 492
Participants présents aux séances d'information sur l'agrément – 10 séances par année	301	247

Nous surveillerons la diminution du nombre de membres réglant eux-mêmes la cotisation annuelle afin de déterminer s'il s'agit d'une tendance.

Outils de communication

	2018	2017
A. Activité dans le questionnaire d'évaluation de l'admissibilité du personnel enseignant - Vues	37 894	31 226
B. Activité dans le questionnaire d'évaluation de l'admissibilité du personnel enseignant - Utilisations	10 748	9 418

Inscription à l'Ordre	2017	2018
	3 028 visionnements	4 400 visionnements

L'Ordre utilise divers outils pour aider les postulants à mieux comprendre le processus d'agrément, dont des guides d'inscription, des séances d'information et des outils en ligne d'autoévaluation. Il convient de noter qu'en mai 2017, nous avons intégré un mécanisme de rétroaction à la fin du questionnaire d'évaluation de l'admissibilité du personnel enseignant. Les 183 postulants qui ont rempli le questionnaire ont tous donné une rétroaction positive, soit une augmentation de 100 pour cent comparativement à l'année précédente.

En 2018, 49 pour cent des visiteurs étaient des diplômés de l'Ontario. Les autres provenaient principalement des pays suivants :

2018	2017
Inde (503)	Inde (358)
États-Unis (91)	Pakistan (82)
Pakistan (78)	États-Unis (62)
Iran (53)	Iran (49)
Jamaïque (42)	Philippines (47)
Philippines (31)	Jamaïque (39)
Espagne (31)	Angleterre (30)
Turquie (24)	Nigeria (28)
Angleterre (22)	Albanie (26)
Nigeria (20)	Ukraine (26)
Pologne (20)	Bangladesh (24)
Roumanie (20)	

Statistiques sur les membres et les non-membres

Statut	Mars 2019	Mars 2018
<u>Figurant au tableau public des membres</u>		
En règle (y compris les membres sujets à des conditions et restrictions)	234 173	236 002
À la retraite	149 707	141 957
Certificats suspendus pour non-paiement de la cotisation	76 962	79 226
Certificats échus	21 660	21 650
Certificats annulés à la suite d'une démission	3 408	3 482
Certificats révoqués	326	315
Certificats annulés	270	270
Certificats suspendus	91	89
Total partiel	486 597	482 991
<u>Ne figurant pas au tableau public</u>		
Décédés	32 888	30 736
Sans dossier	20 891	20 895
Dossiers non soumis	9 259	8 209
Dossiers fermés	6 590	6 346
Profils retirés du tableau public	6 327	6 227
Évaluation de documents	5 723	5 373
Refusés	3 190	3 139
Jamais inscrits	1 013	1 013
Période de validité de l'évaluation expirée	989	1 011
Soumis à évaluation	470	331
En attente d'approbation d'un paiement	313	291
En attente	306	277
Annulés par la Ministre	124	125
En attente de l'approbation du paiement de la cotisation annuelle	114	118
Examens administratifs	82	28
Total partiel	88 289	84 129
Total	574 886	567 120

Bibliothèque Margaret-Wilson

- De janvier à mars 2019, la circulation totale a augmenté de 22 pour cent d'une année à l'autre (y compris les ouvrages imprimés et électroniques). Pendant la période actuelle, les membres ont emprunté 6 697 articles, contre 5 489 pendant la même période l'année précédente (y compris les livrels).

Demandes d'agrément de programmes de formation initiale et de modifications à un programme, 2019

	Fournisseur	Nombre de programmes de formation professionnelle	Visite des lieux	Décision d'agrément
Agrément de programmes de formation initiale	Brock University, Faculty of Education	3 programmes	Du 10 au 15 février 2019	Printemps 2019 (date prévue)
	Université Laurentienne, École des sciences de l'éducation	2 programmes	Du 3 au 8 mars 2019	Automne 2019 (date prévue)
	2 fournisseurs	5 programmes		

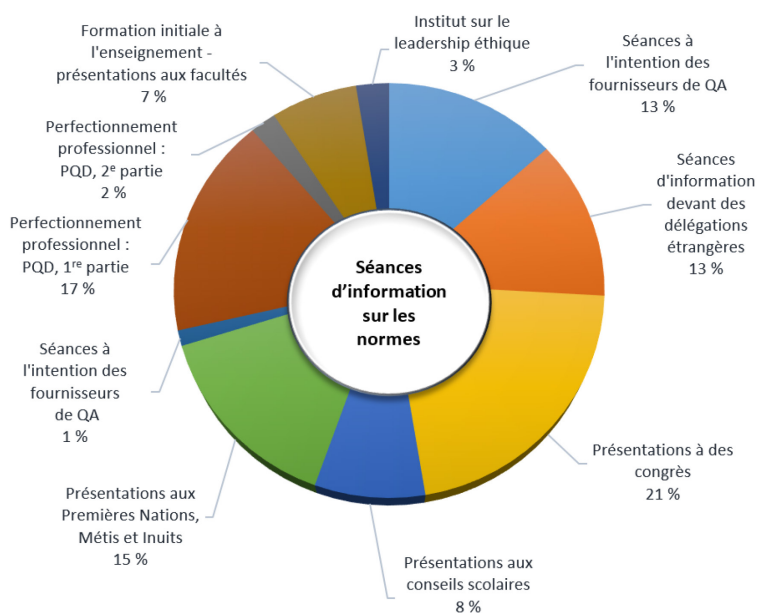
	Fournisseur	Type de modification	Décision d'agrément
Modifications à un programme	Queen's University, Faculty of Education	Modification importante	Printemps 2019 (date prévue)
	York University, Faculty of Education	Modification importante	Printemps 2019 (date prévue)
	Ontario Institute for Studies in Education, University of Toronto	Modification importante	Printemps 2019 (date prévue)
	Queen's University, Faculty of Education	Ajout	Printemps 2019 (date prévue)
	4 fournisseurs	4 modifications	

Analyse de la rétroaction sur le moteur de recherche Trouver une QA

**64 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
REÇUES DE JANVIER À AVRIL 2019**

Détails	Nature	Cours menant à une QA	Fournisseurs
<ul style="list-style-type: none"> En ligne : mode de prestation de cours le plus souvent demandé 8 demandes portant sur des cours en français 	<ul style="list-style-type: none"> NATURE DES DEMANDES Information générale sur un cours particulier Quand le cours sera-t-il offert Où le cours est-il offert Recommandations de cours à un fournisseur Processus de réglementation du cours Disponibilité en ligne 	<ul style="list-style-type: none"> 5 PRINCIPAUX COURS OU PROGRAMMES MENANT À UNE QA DEMANDÉS 1 Français langue seconde 2 Histoire 3 Éducation de l'enfance en difficulté 4 Musique vocale 5 Lecture 	<ul style="list-style-type: none"> PRINCIPAUX FOURNISSEURS CITÉS DANS LES DEMANDES Université de Toronto/IEPO Université Western Université York Université d'Ottawa

- Depuis janvier 2019, nous avons animé 28 séances qui ont réuni 745 participants, y compris des étudiantes et étudiants en enseignement, des nouveaux pédagogues, des formatrices et formateurs en enseignement, des leaders en éducation, des personnes qui souhaitent occuper un poste de direction d'école, des concepteurs de cours menant à une QA et des pédagogues formés à l'étranger. Le diagramme circulaire ci-dessous ventile les séances qui ont été proposées depuis le début de l'année.



Enquêtes et audiences

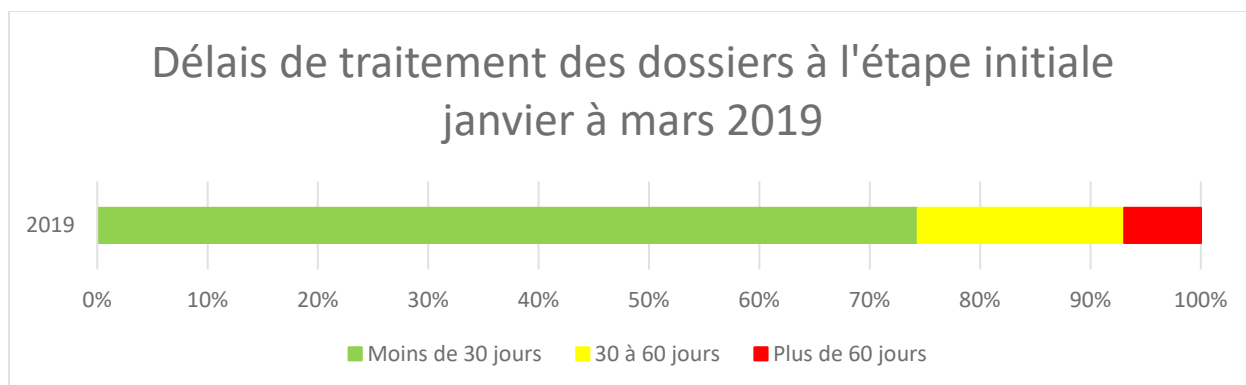
- Le tableau suivant résume les préoccupations qui ont été soulevées auprès de l'Unité des plaintes et audiences de la Division des enquêtes et des audiences, du 1^{er} janvier au 31 mars 2019.

Description	2019	2018
Sources des plaintes		
- Membre du public	69	64
- Secrétaire d'un conseil – Évaluation du rendement du personnel enseignant ¹	2	3
- Membre de l'Ordre	21	21
- Registraire (y compris à la suite d'un avis d'employeur)	120	105
- Ministre de l'Éducation	0	0
TOTAL (NOUVELLES PLAINTES)²	210	190
Disposition		
- Plaintes résolues au stade initial	108	76
○ Avis d'employeurs (plaintes résolues au stade initial)	24	12
- Transmises à l'Unité des enquêtes	122	108
- Dossiers actifs concernant des plaintes	70	64

- 1) Signalements liés à une démission ou à un congédiement à la suite d'une évaluation de rendement insatisfaisante.
 - 2) Les plaintes transmises au comité d'enquête ou résolues dès le départ au cours de la période de référence peuvent avoir été reçues au cours d'une période antérieure. Par conséquent, le nombre de nouvelles plaintes ne correspond pas tout à fait au nombre de plaintes transmises au comité d'enquête, résolues dès le départ ou en attente d'informations supplémentaires.
- Entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2019, l'Unité des plaintes et audiences a reçu environ 200 courriels et appels téléphoniques. La grande majorité des appels sont retournés la journée même, tandis que les réponses aux courriels sont généralement transmises dans les 24 heures.

En plus de répondre aux préoccupations par téléphone ou par courriel, l'Unité des plaintes et audiences a traité 230 sujets de préoccupations et avis d'employeurs du 1^{er} janvier au 31 mars 2019. Au cours des trois premiers mois, l'Unité a maintenu le débit de traitement de dossiers à l'étape initiale, le pourcentage de dossiers ouverts pendant plus de 60 jours diminuant sans cesse. Les délais de traitement des dossiers de janvier à mars 2019 sont les suivants :

Dossiers traités en moins de 30 jours – 171 (74 % de tous les dossiers)
 Dossiers traités entre 30 et 60 jours – 43 (19 % de tous les dossiers)
 Dossiers traités en plus de 60 jours – 16 (7 % de tous les dossiers)



Quand des dossiers sont traités en plus de 60 jours, c'est généralement parce que nous avons besoin de plus de renseignements de la part des employeurs afin de décider des mesures à prendre. L'Unité des plaintes et audiences communique régulièrement avec les employeurs pour les sensibiliser à l'importance de nous fournir toute mise à jour dans les meilleurs délais.

- Le tableau suivant récapitule les affaires classées par des sous-comités de discipline entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2019.

Affaires classées	Plaintes
N'a pas fait l'objet d'une enquête : la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle ou l'incapacité [par. 26 (2) a)] OU la plainte est frivole ou vexatoire, constitue un abus de procédure, est manifestement dénuée de fondement ou est déposée dans un but illégitime [par. 26 (2) b)] (Demande de directives)	1
Question renvoyée au comité de discipline en vertu du paragraphe 26 (5) a)	39
Question renvoyée au comité d'aptitude professionnelle en vertu du paragraphe 26 (5) a)	3
Question non renvoyée en vertu des paragraphes 26 (5) a) ou b) et aucune mesure prise	8
Avertissement/rappel/avis/admonestation par écrit en vertu des paragraphes 26 (5) d)	9
Admonestation en vertu du paragraphe 26 (5) c)	4
Avertissement verbal en vertu du paragraphe 26 (5) c)	0
Question résolue au moyen du processus de règlement des plaintes en vertu du paragraphe 26 (5) d)	21
Règlement par engagement	5
TOTAL	90

Remarque : Ce total ne comprend pas les 20 plaintes retirées ou abandonnées avant qu'elles ne soient transmises à un sous-comité d'enquête.

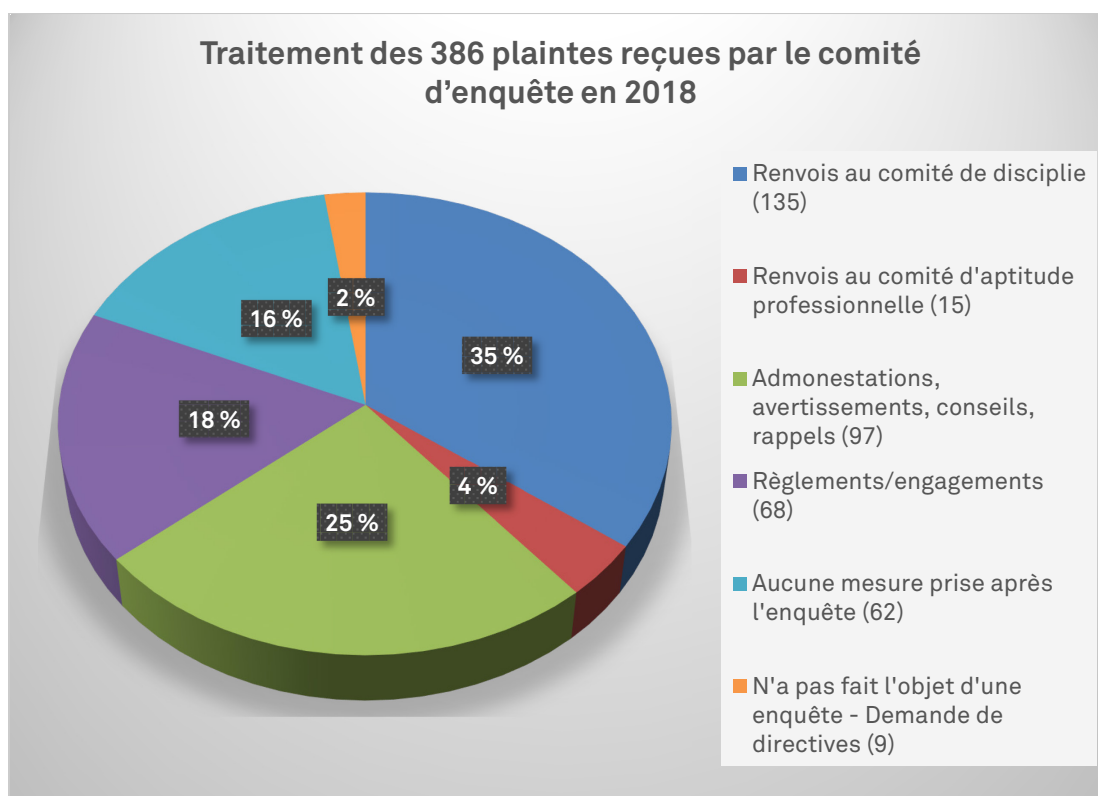
- Le fait de prioriser les audiences témoigne de l'importance de classer les affaires en temps opportun pour inspirer la confiance du public et assurer l'équité administrative

pour nos membres. En 2018, nous avons tenu des audiences pour un grand nombre d'anciennes affaires.

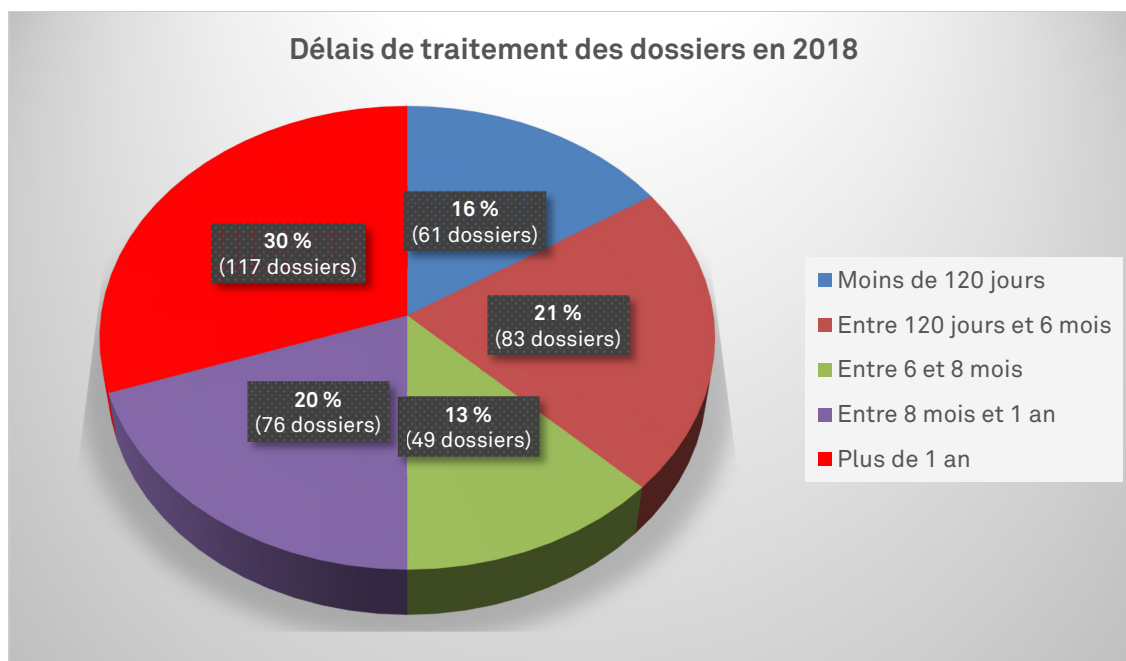
Le nombre de dossiers ouverts, par année, est résumé ci-dessous. Les dossiers remontant à 2017 ou avant ont été examinés et appartiennent à l'une des catégories mentionnées ci-dessus.

Année de renvoi	Discipline	Aptitude professionnelle
2019 à ce jour	40	4
2018	118	14
2017	50	6
2016	7	3
2015	5	0
2014	2	0
2013 et avant	1	0

Étant donné que les pourcentages ci-dessous ne figuraient pas dans le rapport présenté à la réunion du conseil de février, nous les incluons ici à titre d'information.

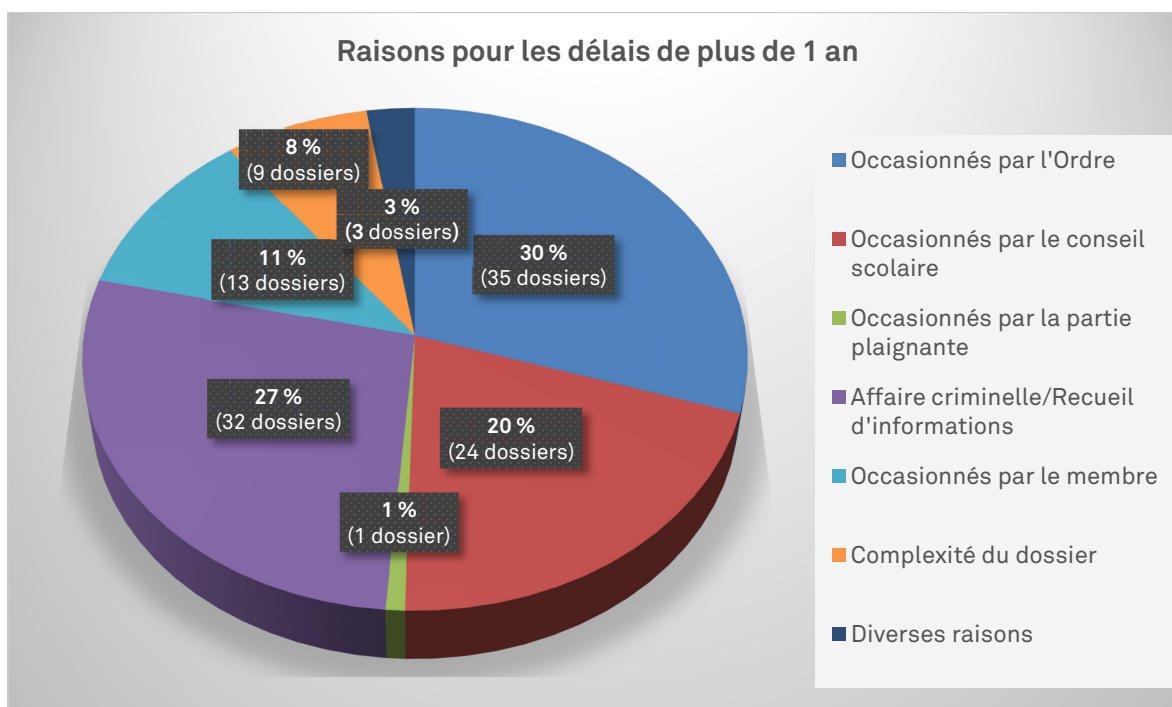


Des 386 affaires que le comité d'enquête a examinées en 2018 :



34 ont été retirées/abandonnées avant qu'elles ne soient transmises à un sous-comité d'enquête.

- Principales raisons pour les délais d'un an ou plus en 2018 :



- Du 1^{er} janvier au 31 mars 2019, le comité d'enquête a adopté 21 protocoles d'entente, contre 13 à la même période en 2018.
- Le tableau ci-dessous illustre le nombre d'affaires que le comité d'enquête a transmises au comité de discipline et au comité d'aptitude professionnelle, ainsi que le nombre d'audiences que les comités ont tenues :

Période de janv. à déc.	Affaires transmises au comité de discipline	Affaires transmises au comité d'aptitude professionnelle	Variation +/- d'une année à l'autre	Audiences du comité de discipline	Audiences du comité d'aptitude professionnelle
2018	135	15	+61 %	62	10
2017	86	7	+55 %	92	15
2016	54	6	-38 %	93	13
2015	83	13	-14 %	90	12

- On peut classer les affaires des comités de discipline et d'aptitude professionnelle en deux groupes : «contestées» et «non contestées». En général, dans une affaire contestée, le membre en cause nie les allégations de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, et l'audience peut faire intervenir des témoins ou des experts. Dans le cas d'une audience non contestée, une entente est conclue et le membre en cause admet ou ne conteste pas les allégations. Ce dernier peut également accepter la conclusion au moyen d'une entente.
- Les tribunaux continuent de favoriser le règlement de différends par l'entremise d'ententes, dans la mesure du possible. Lorsque les parties plaignantes et défenderesses peuvent parvenir à un consensus, cela permet d'allouer les ressources aux audiences contestées de nature sérieuse.
- Audiences contestées (et nombre réel de jours d'audience contestée) :

Mois	2017	2018	2019
Janvier	1 (1 jour)	1 (2 jours)	2 (2 jours)
Février	1 (2 jours)	1 (2 jours)	0 (0 jour)
Mars	1 (2 jours)	3 (3 jours)	1 (1 jour)
Avril	2 (2 jours)	3 (3 jours)	
Mai	2 (4 jours)	4 (6 jours)	
Juin	2 (4 jours)	2 (2 jours)	
Juillet	0 (0 jour)	3 (3 jours)	
Août	2 (3 jours)	1 (1 jour)	
Septembre	1 (2 jours)	3 (6 jours)	
Octobre	1 (1 jour)	1 (2 jours)	
Novembre	4 (4 jours)	1 (1 jour)	
Décembre	2 (3 jours)	3 (5 jours)	
TOTAL	19 (28 jours)	26 (36 jours)	3 (3 jours)

- Ententes/retraits :

Mois	2017	2018	2019
Janvier	5	5	2
Février	4	3	9
Mars	7	1	3
Avril	3	4	
Mai	4	0	
Juin	9	9	
Juillet	5	1	
Août	4	3	
Septembre	4	1	
Octobre	18	8	
Novembre	11	14	
Décembre	10	8	
TOTAL	84	57	14

- Conférences préparatoires à l'audience :

Mois	2017	2018	2019
Janvier	0	2	0
Février	1	4 (en 3 jours)	1
Mars	2	0	2 (en 1 journée)
Avril	0	4 (en 3 jours)	
Mai	0	3 (en 1 journée)	
Juin	0	2 (en 1 journée)	
Juillet	3	0	
Août	0	0	
Septembre	0	1	
Octobre	1	1	
Novembre	0	5 (en 4 jours)	
Décembre	1	1	
TOTAL	8	23 (en 17 jours)	

- En 2018, le nombre d'audiences (contestées et non contestées) a diminué d'environ 30 % par rapport à 2017. Cette réduction est le résultat du travail accompli par les comités de discipline et d'aptitude professionnelle.
- En 2018, le nombre d'audiences contestées a augmenté d'environ 30 %, tandis que le nombre d'audiences non contestées a diminué d'environ 30 %. Toutefois, les sous-comités de discipline et d'aptitude professionnelle ont consacré à peu près autant de temps aux audiences en 2018 qu'en 2017.

En 2017, les membres des sous-comités ont consacré 109 journées aux conférences préparatoires, aux audiences, aux délibérations et à la rédaction de décisions, contre 105 en 2018.

- Les audiences contestées sont beaucoup plus laborieuses que les audiences non contestées. Le nombre d'audiences contestées ayant considérablement augmenté, le rendement des comités a baissé par rapport à l'an dernier.
- Le tableau sur les conférences préparatoires à l'audience révèle une augmentation de 185 % en 2018 par rapport à 2017. Les 23 conférences préparatoires en 2018 ont été tenues au cours de 17 jours. On s'attend à ce que cette hausse considérable entraîne des résultats positifs en 2019, car les conférences préparatoires pourraient donner lieu à des discussions de conciliation ou permettre de mieux cerner les questions qui seront éventuellement débattues durant les audiences disciplinaires.

Les membres du personnel et du conseil de l'Ordre surveillent de près les tendances décrites plus haut ainsi que les délais de renvoi des questions au comité de discipline.

ENGAGEMENTS

Aucun engagement n'avait été noté à la réunion extraordinaire du conseil des 28 février et 1^{er} mars 2019.

J'espère que les renseignements du présent rapport vous seront utiles et je reste à votre disposition pour répondre à vos questions.

Michael Salvatori, EAO
Chef de la direction et registraire

2018-2023 Key Priorities Action Plan

Priority # 1: Strengthen Transparency and Accountability

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
<i>A. Develop objective and subjective key performance indicators for the College that are measurable, observable and perceivable.</i>						
	KPI training for College leadership team (CLT) members	Analyze training needs for CLT members re KPIs	College staff	<ul style="list-style-type: none"> CLT members will know how to develop and implement KPIs in a meaningful manner to inform reporting out to Council 		
	Enhance service to clients	Improve client service performance reporting using Contact Centre software	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Service levels met Continuous Improvement in True calls per hour and quality listening scores External churn kept to minimum Increased recognition of our services by members and public 	Monthly report analysis	
	Improve timelines for credential assessments	Examine tasks completed by specific roles and processes to assess	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Credential assessments are completed within legislated mandate of 120 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		for additional efficiencies		days or best efforts (certification and denial)		
	Develop new data management practices aimed at enriching reporting as well as content on member certificates and public register	<p>Review mechanism to document technological qualifications held by members that led to granting of specific teaching qualifications</p> <p>Utilize the development of a new registry system to capture information that will enhance benchmarking and the establishment of timelines with respect to the processing of documents</p> <p>Expand use of official digital documents (for example, electronic transcripts)</p>	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Increased public and employer awareness of the qualifications held by members • Greater availability of reporting information • Enhanced processing timeline awareness for applicants • Applicants and members experience shorter delay in document processing due to access to digital documents • Successful implementation of certificate and public register changes once regulatory changes in effect 	Ongoing	
	Continue to develop and finalize alignment of bilingual, streamlined accreditation		College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Resources translated • Processes understood by College staff and Accreditation Committee 	Pilot for Q1 2019 Université Laurentienne Review	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	processes and resources in preparation for upcoming French-language reviews			<ul style="list-style-type: none"> Enhanced adherence to 180-day regulatory timeline for rendering a decision 	Refine for Q2 2020 Université d'Ottawa	
	Monitor impact of government changes to the entry to practice requirements for Ontario teachers with respect to Mathematics	Maintain transparency and open dialogue with OADE Anticipate changes to application template and possible regulatory requirements	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Revised application template with prompts for providers to submit salient evidence documenting 'testing' processes and opportunities for candidates to support their learning to re-test and be successful 	Pending Bill 48	
	Given growing demand of program changes, prioritize program changes on a needs basis in response to provincial/sector pressures	Use T2T data to analyze trends in the types of program changes that are likely to be anticipated.	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Prioritization criteria identified and articulated. Timely response to queued program change requests (goal: 180 days in keeping with program renewals) 	Q1 Trend analysis Q2 Criteria identified Q3-4 Pilot as program changes are received 2020-2023 Refine processes	
	Refine efficiencies in regulation to enhance and streamline the accreditation process	Implement further cost-saving measures in panel reviews by leveraging technology, questionnaires,	College staff and Accreditation Committee	<ul style="list-style-type: none"> Reviews have a reduced impact on resources: time, money, consumables (paper), etc. Tracking systems to monitor application efficiencies in FR and EN. 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		video-conferencing to minimize unnecessary face-to-face interviews and meetings		<ul style="list-style-type: none"> Formalize questionnaire use criteria 		
	Employ program data from Transition to Teaching study as measure of international teacher education (ITE) program accreditation and system performance	Identify available data Refine collection of data through T2T Develop system-wide data Develop institution/program specific data	College staff	<ul style="list-style-type: none"> The identification and use of data collected through T2T in program monitoring and accreditation 	Q1 2019 Establish data needs, “as-is vs “to-be” scenarios; refine T2T survey Q2-Q3 2019 Pilot system reports using data; review results 2020 Pilot institution-specific reports and use of data	
	Establish metrics for relational work of ITE accreditation by identifying and quantifying stakeholder meetings etc.	Formalize ‘relational work’ with providers as a measurable / tangible element of the accreditation process Develop measurements	College staff	<ul style="list-style-type: none"> The creation, reporting and usage of reports on ‘relational work’ in support of accreditation activities 	Q2 2019 Development of metrics and creation of recording and reporting regarding relational work	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	<p>Continue to utilize performance indicators</p> <p>Continue to set target for AQ reviews and/or consultations</p> <p>Continue to utilize electronic information management systems to set annual objectives and indicators for AQ policy development, AQ accreditation, and standards (e.g SIMS, CIMS, AIMS and IIMS)</p>	Gather data and evidence to support indicators that reflect qualitative and quantitative result assessment	College staff and SPE Committee	<ul style="list-style-type: none"> • Data continues to be collected and shared with the SP&E Committee, AQ providers, members, educational partners and the public. • Meet and surpass AQ review and accreditation targets. • Implement AQ knowledge mobilization strategies (e.g AQ Provider capacity building sessions) 	Ongoing	
	Conduct quantitative and qualitative research annually to track member and public understanding of the College's mandate	Provide report of year-over-year trends	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Increased understanding of the College's work 	Summer 2019	
	<i>Your College and You</i> readership tracking	Review statistics to determine which content resonates most with members, to inform editorial direction. Optimize	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Email open rates, including: <ul style="list-style-type: none"> ○ Opens / views ○ Ignores • Link clickthrough rates • User behaviour through Google analytics 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		delivery based on analysis and trends		<ul style="list-style-type: none"> • Reader feedback 		
	<i>The Standard</i> readership tracking	Review statistics to determine which stories are the most popular with readers, to inform editorial direction. Optimize email delivery, based on analysis and trends	College staff and Editorial Board	<ul style="list-style-type: none"> • Email open rates • Link clickthrough rates • User behaviour through Google analytics 	Ongoing	
	Website (oct.ca) readership tracking	Review online statistics to gauge usage to inform website development direction	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • User behaviour tracked through Google and site improvement analytics <ul style="list-style-type: none"> ○ Traffic patterns ○ Most-visited pages ○ Goal tracking • Identify search engine optimization SEO opportunities through dashboard 	Ongoing	
	Social media readership tracking	Track posts to determine what engages our audience to inform content direction	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Overall engagement rate • Quarterly / yearly trend in engagement rate • Audience growth • Response time for customer service enquiries 	Ongoing	
	World Teacher’s Day engagement	Paid social media Identification of exemplary practices	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Reach • Impressions • Interactions • Engagement rate 	October 5, 2019 (Annually)	

Preliminary Draft 2018-2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		Evaluate results.				
	Brand refresh - continue to educate staff on how to implement the updated brand voice and materials through plain language	Augment training sessions to meet the needs of individual units	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation of new materials Adaptation of brand tones 	Ongoing	
	Professionally Speaking – continue running biennial readership survey for feedback	Measure against the online traffic of articles and look for correlations to inform editorial direction Make improvements where needed	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Positive user feedback 	2020	
	Professional Advisory – make it easily accessible to all stakeholders (including members and the public)	Send advisory to all members via magazine distribution (print outsert and as direct email attachment) Electronic downloads Social measurement Reader survey research to confirm awareness/value	College staff	<ul style="list-style-type: none"> User recall Online statistics 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		<p>Video presentation of PA messaging</p> <p>Audio file – vocal representation</p> <p>Podcast to explore advisory in depth</p>				
		Following 2019 annual focus groups, identify and develop professional advisory	College staff and Executive Committee	<ul style="list-style-type: none"> • Topic identified • Research and development underway 	Fall 2019	
<i>B. Make improvements to the discipline process.</i>						
	Conduct quarterly Investigator file reviews to ensure files proceed in a timely manner and that issues are addressed on a case-by-case basis as they arise	<p>Enhance internal staff professional development to ensure a uniform quality investigative product</p> <p>Expand the triage of cases for committee days to ensure a high volume of files are being considered</p>	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Quarterly reviews of all files by Manager/SI. • # of matters disposed of by IC at year end. • Files are disposed of by IC within 6 to 12 months 	<p>Quarterly review</p> <p>Ongoing</p>	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		and addressing files that are aged Prioritize employer outreach initiatives				
	Focus Investigation Committee training on decision writing to ensure that decisions meet legal review requirements		College staff and Investigation Committee	<ul style="list-style-type: none"> Collect information from findings and reasons of Judicial Reviews of College Investigation decisions 	Ongoing	
	Maintain timelines for the public release of disciplinary decisions	Monitor timelines for decision writing	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Non-contested decisions typically released within five days following a hearing Contested decisions released within a timely manner following a hearing 	Ongoing	
	Monitor timelines for the posting of disciplinary decisions accurately.	Ensure appropriate triage of Decisions (not FTPC) into Communication stream (including redaction, translation, review of summaries for PS)	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Disciplinary decisions are posted within a timely manner once released Easily accessible on College website Ensure Quicklaw or CanLII decision database are posted in a timely manner once released 	Ongoing	
	Monitor timelines for the posting of information relating to	Posting of IC referrals on public register	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Notices of Hearing are posted in a timely manner following the IC referral 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	hearings and NOHs on the College website.					
	Continue publishing discipline decision summaries in magazine	Continue using standardized template, which promotes consistency and transparency	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Continued publication of the templates as-is 	Ongoing	
	Post hearing dates and times online		College staff	<ul style="list-style-type: none"> Posting times online 	Spring 2019	
<i>C. Use plain language internally and externally in all communications to better connect the public and College members to the work of the College.</i>						
	Expand the initiative to hold webinars for employers to provide information and updates on discipline process and to answer questions.		College staff	<ul style="list-style-type: none"> Employers are better informed to submit reports Decrease in questions about reporting requirements 	Spring 2019	
	Review all CS related client-facing and internal documents	Update all CS related client facing and internal documents	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Increase in first contact resolution/one and done transactions 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		according to Brand Refresh guidelines				
	Review all College Standard Documents		College staff	<ul style="list-style-type: none"> Decrease in questions from applicants and members regarding standard processes 	Ongoing	
	Plain language initiative in Accreditation Unit		College staff	<ul style="list-style-type: none"> Adopted business process for plain language service within <i>FlowFit</i> similar to English/French translation (for example, review for “plain language” translation) Links established between decisions and plain language descriptions 	2019	
	Create public materials/publications to “tell the story” of the role of Accreditation in the College’s larger communication strategy and value to the public and profession	<p>Create key messages</p> <p>Externally test and validate messages</p> <p>Develop and promote materials</p>	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Publications in multiple platforms (web, print, etc.) describing role and importance of accreditation in College mandate is more accessible 	Q4 2019	
	Continue to use language that is accessible to the public.	Continue to employ an educative stance to foster knowledge and practice within the SPA department to use language	College staff	<ul style="list-style-type: none"> The public continues to engage in AQ policy development in ways that reflect accessibility, inclusion and voice 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	Continue to use language that is accessible to the profession, reflects the professional language of the profession and honours the rich diversity of professional contexts in which members work (eg. Indigenous, French language, Catholic, teacher education research & scholarship, Deaf, Blind)	<p>respectful of educator professionalism and reflective of advancements in the field when engaging and communicating with the profession (e.g using language of the profession and not “dumbing down language” as stated in the College Branding document)</p> <p>Continue to employ an educative stance to foster knowledge and practice within the SPA department related to using accessible language when communicating with the public (e.g using common, every day language usually used by educators when talking with families, students and community members)</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Members of the public re AQ policy development and regulatory changes (e.g Blind, Deaf, Special Education, Principal) are facilitated • The profession continues to engage in AQ policy development, AQ writing teams, standards-based teacher education resources, consultations, scholarship and social media that reflect the lived experiences of members, unique contextual realities, the language of the profession and contribute to knowledge mobilization • Active participation of members of the public and public organizations in consultation processes. • Invitations to present to members of the public regarding the standards and ethical professional practice (e.g Trustee organizations) are received • Positive responses received via written 		

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
				correspondence, emails, meetings and presentations from the public <ul style="list-style-type: none"> • Positive responses and contributions provided by members of the profession. • Standards resources provide appropriate visual representations and language that reflect the public (e.g Anishinaabe representations of the ethical standards, Vision of the Learner and Educator from an Anishinaabe perspective) • Development of French Language standards-based resources that reflect the language and lived experiences of members of the profession and public 		
	New Library Landing Page for Members	Library web pages were reduced to one library landing page with plain language and single sign-on	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Library usage statistics are more accurate • increase in library usage to confirm easier access by College members 	Q1	
	Revise I&H related publications to update content, align with		College staff		Third quarter	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	legislative changes and consider plain language edits where appropriate					
	Revise I&H landing pages and Employer Portal on College website to consider language edits where appropriate		College staff			
	As a key component of the 2018 College brand refresh, educate all College staff to write plainly and simply	Training sessions for staff, using custom and tangible examples from each unit	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Improved documents / communications with members and public Positive feedback 	Ongoing	
	As part of the cyclical review of materials, updating various products	Using plainer and simpler language during the writing/editing process	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Number of documents updated, including Registration guides 	Ongoing	
	Editing the content on oct.ca for clarity and plain language	An audit and edit of all information on the website Reading level – mark	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Updated information online Improvements in content reading levels as measured in Site improve 	Ongoing	
	Ongoing review of <i>Your College and You</i>	Using plainer and simpler language during the writing/editing process	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Feedback from readers 	Ongoing	
	Ongoing review of <i>The Standard</i>	Using plainer and simpler language	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Feedback from readers 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		during the writing/editing process				
	Ongoing review of <i>Professionally Speaking</i>	Publishing shorter stories (excluding the AQ supplements for easier consumption)	College Staff and Editorial Board	<ul style="list-style-type: none"> Updated materials to reflect the shift in brand tone 	Ongoing	
	Ongoing review of Social media	Edit all social media posts / requests from different departments of the College as required	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Updated materials reflecting shift in tone 	Ongoing	
	Ongoing review of Annual report	Where possible, using plainer and simpler language during the writing / editing processes	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Updated materials reflecting shift in tone Improvements in content reading levels as measured 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Priority # 2: Manage Risk More Strategically

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
<i>A. Council meetings focus more on managing risk and less on operational issues.</i>						
	Orient council members to possible new Council and committee agenda with Risk Mitigation and Strategic Priorities as headings.	Schedule briefing session on alternative consent agenda Revise agenda and pilot at meeting	Registrar, Chair of Council and College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Focus on strategic priorities in Council debate and discussion • Enhanced focus on risk and anticipated risks 	Q1 and Q2 2019	
	Adopt department cultures of how work relates to college mandate of risk management / risk reduction	Establish understanding of risk across areas of work Create apply and report Risk Register for use in program and project planning Incorporate risk profiles to various	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • A clearly articulated description of department work to risk management • Adopted culture change to risk management / risk reduction • Shared understanding with Council and committees 	2019	Ongoing

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		work processes, internal materials Develop generic tools (for example, condition compliance + monitoring, via regulation or policy) to mitigate or minimize risk				
<i>B. Increase public awareness of the ongoing professional development activities of all College members.</i>						
	Reviewing trends with an aim to enhance system for reporting on Additional Qualifications (AQs)	Continuous improvement to reporting system for providers Inform the Annual Report team regarding opportunities for reporting trends in	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Qualifications are reported accurately and processed efficiently 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		AQ enrolment to drive awareness of PD activities of members				
	Highlight members' commitment to ongoing professional development when providing information displays at public events	Distribute copies of the PLF and Find a Teacher brochure so the public is aware of OCTs ongoing learning and that regulated AQs/ABQs are included in the Public Register	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Increased recognition of members' commitment to ongoing professional development noted in annual survey and focus groups 	Ongoing	
	Ensure information on members' commitment to ongoing professional learning is included in all College presentations to parent groups and other members of the public	Prepare slides for inclusion in future presentations, distribute copies of the Professional Learning Framework during sessions	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Increased recognition of members' commitment to ongoing professional development noted in annual survey and focus groups 	Ongoing	
	Continue to utilize the College's social media to mobilize knowledge of professional education and learning of members		College staff	<ul style="list-style-type: none"> Social media conveys knowledge mobilization regarding the professional education and learning of the teaching profession. 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	Continue to accept invitations to present at public forums (e.g Indigenous conferences, trustee conference)		College staff		Ongoing	
	Developing new materials and updating existing brochures for public distribution	Materials shared with the public a number of ways, including the parents tab of the website, social and possibly during in-person interactions Part of the new hand-out for parents? (the document formerly known as quiz for parents) Secondary effect to those married to teachers	College staff		Ongoing	
	The Standard – continue to promote “Find a Teacher”	Draft text to draw reader attention to “Find a Teacher”	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Increased usage of “Find a Teacher” 	Ongoing	
	The Standard – continue include information on how	Include information on the Professional Advisory	College Staff		Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	teachers continue their education	Include information on AQs				
	Social media – continue promoting great teaching videos	Release regular social posts	College Staff	<ul style="list-style-type: none"> Track number of views for effectiveness 	Ongoing	
<i>C. Annually conduct an environmental risk scan.</i>						
	Maintain monitoring to address discipline order breaches issues arising from member non-compliance		College staff	<ul style="list-style-type: none"> Infrequency of breaches 	Ongoing	
	Credential assessment policies and practices are current	<p>Review changes in education systems (webinars, updated resources, etc.)</p> <p>Review policies and procedures to ensure they are fair and current and change policies and procedures as appropriate.</p>	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Confirm practices are consistent with credential assessment community Credential assessment decisions are accurate based on changes in education systems Reduction in the number of registration appeals 	Ongoing	
	Determine if the implementation of	Engage providers and other	College staff and	<ul style="list-style-type: none"> Develop effective metrics for reporting 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	the four semester ETEP is meeting the outcomes for which it was designed: (a) begin by articulating the intended outcomes and (b) analyzing them in the current context	stakeholders in collaborative data collection and analysis Leverage Transition to Teaching survey data	Accreditation Committee	<ul style="list-style-type: none"> Shared partnership with OADE Panel work and AC decisions reflect analysis of the salient evidence 		
	Continue to employ a risk framework in all work related to SP&E and Accreditation of AQs	A risk framework and lenses are embedded into the work of the SP&E unit	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Staff continue to display consciousness re risk framework and risk management continues to be an explicit lens in all SP&E work Project planning and implementation involve explicit processes for reviewing risk elements 	Ongoing	
	Reach out to other regulators regarding common risks	Add as a regular discussion item in our Regulatory Communicators Network and Policy Network meetings	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Feedback / insight from other regulators informs our work 	Ongoing	
	Continue to enhance relationship and discussions with Ministry staff ongoing issues	Bi-weekly meetings	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Strong and effective working relationships 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
<i>D. Analyze College data and trends as a basis for creating additional guidance and member resources.</i>					Ongoing	
	Expand the complement of <i>Course Practitioner Resource Guides</i> , to support members whose certificates were made subject to terms, conditions or limitations through an order of the Discipline or Fitness to Practise Committee		College staff	<ul style="list-style-type: none"> Quality of feedback received relating to the resources/degree of usefulness, relevance of resources 	Ongoing	
	Collect and analyze data relating to Employers meeting their reporting obligations	Determine proactive steps to address potential issues relating to Employer non-reporting of members charged or convicted of an offence under the Criminal Code	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Greater consistency in employer reporting 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		Build report for Senior Leadership to highlight trends and identify opportunities	College staff	<ul style="list-style-type: none"> College works with providers to bridge the learning/professional gaps identified in reports 	Quarterly after launch of CRM/Zendesk	
	Deployment of T2T data to identify guidance and member resources	Identify existing data Identify additional member need data that could be collected	College staff	<ul style="list-style-type: none"> List of topics for professional advisories, other policy instruments 	Ongoing	
	Continue to collect and analyze College data, trends in the field, emergent issues and provincial initiatives to identify standards-based resources for members.	Continue to collaborate with members of the profession and the public in the development and implementation of standards-based teacher education resources. AQ Provider newsletter is used to showcase new standards-based resources College social media is used to engage members and communicate	College staff	<ul style="list-style-type: none"> 2018 new standards based resources are disseminated and being implemented 2018 AQ Providers Newsletter showcases new resources College social media is showcasing standards-based resources as per yearly schedule College electronic newsletters include information related to the Standards, PLF and AQS New resources are being collaboratively planned and developed with members of the public and communities (e.g. Indigenous) that are well developed and communicate the 	2019	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		information regarding standards-based resource development and implementation		implementation of standards-based resources (e.g. AQ provider newsletter, AQ provicer SharePoint)		
<i>E. Utilize the recommendations of the 2018 Governance Review to ensure improved governance and oversight.</i>						
	Implement governance review recommend-ations as approved by Council or introduced by government		Registrar, Chair of Council, College staff, Council and committees		Pending: <ul style="list-style-type: none"> • Council Feb/March meeting • passage of Bill 48 	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Priority # 3: Improve Stakeholder Engagement

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
<i>A. Clarify and better communicate the privilege and benefits of self-regulation.</i>						
	Enable more visibility of benefits of self-regulation	Build Qs and As to address the gap as well as revise related College materials	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Decrease in complaints due to lack of understanding about self-regulation 	Q4 2019	
	Ensure presentations to College members and College applicants include information on the privileges of self-regulation	Develop slides for inclusion into all presentations to College members and applicants (for example, PQPs, faculty presentations, IET presentations)	College staff		Q1 2019 - ongoing	
	Create public materials/publications to “ <i>tell the story</i> ” of the role of Accreditation as part of the College’s mandate	Engage in research that highlights the benefits of self-regulation with respect to accreditation Create key messages	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Publications in multiple platforms (web, print, etc.) describing role and importance of accreditation in College mandate 	Q4 2019	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		Externally test and validate messages Develop and promote materials				
	Continue to communicate the privilege and significance of self-regulation during standards education sessions, AQ policy development processes and through accreditation processes.	AQ course guidelines, Standards-based resources Professional Learning Framework and AQ consultations to include the significance of self-regulation	College staff	<ul style="list-style-type: none"> Members and the public engage in conversations re: self-regulation during standards education sessions, AQ policy development processes and through accreditation processes Feedback received in official letters and emails from partners 	Ongoing	
	Develop new materials for member and public consumption relating to professional regulation	Distribution will be confirmed, but materials could be shared with the public a number of ways, including the parents tab of the website, social and possibly during in-person interactions	College staff	<ul style="list-style-type: none"> One page infographic in PS for our members to see (benefits) – why are we here Measurement: vote Members – ask them to tell their stories 	Ongoing	
	Explore, with members of the Regulators Communications Network, the idea of a joint-initiative that		College Staff	Insight from other regulators	Ongoing	

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
	will focus on the overall benefits of self-regulation					
<i>B. Enhance the effectiveness of collaboration with government, constituent organizations and other regulators.</i>						
	Identify specific purposes (for example, establishing effective practices) of accreditation-specific collaboration with other accreditors	<p>Translating public submission posters into Indigenous languages</p> <p>Vet translations with other stakeholders / providers</p>	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Translation of posters into local indigenous languages for all upcoming accreditation of indigenous initial teacher education programs 	Project was initiated in December 2018 for the upcoming accreditation of ITE at Lakehead Pre-service Renewal October 2019	Ongoing
	Create strategic management model to support panel formation and roster expertise	<p>Develop strategic plan</p> <p>Identify specific panelist capacity needs in connection</p>	College staff	<ul style="list-style-type: none"> • Improved workflow, capacity of panelists and roster in general • Reduced process delays resulting from panel formation 	Panel training September 2018 to 2021	Ongoing

Preliminary Draft 2018–2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
		with upcoming reviews; make these explicit and quantified				
	Continue to collaborate and partner with government, educational stakeholders and community organizations related to AQ policy development, AQ accreditation and standards-based teacher education.		College staff and SPE Committee	<ul style="list-style-type: none"> • Enhanced research, policy development and educative partnerships and collaborations exist to support the work of the standards Committee and unit • Standards-based teacher education resources are collaboratively developed through collaborations and partnerships and used within teacher education and professional practice • Members and institutions are serving as College ambassadors in support of the self-regulatory work of the College • AQ regulatory amendments are made through collaborations • Social media posts illustrate the relevance of a self-regulatory body • Collaborating with the Ministry of Education 	Ongoing	

Preliminary Draft 2018-2023 Key Priorities Action Plan

Objective	Action	Sub-Action	Responsibility	Success Indicators	Timeline	Progress/Completed
				regarding AQ reviews and regulatory amendments		
	Enhance relationships with our government counterparts		College Staff	<ul style="list-style-type: none"> • Enhanced stakeholder relationships 	Ongoing	